

# Pages de gauche

MENSUEL D'OPINIONS SOCIALISTES INDÉPENDANT

## ÉDITORIAL

### *Basta con Berlusconi!*

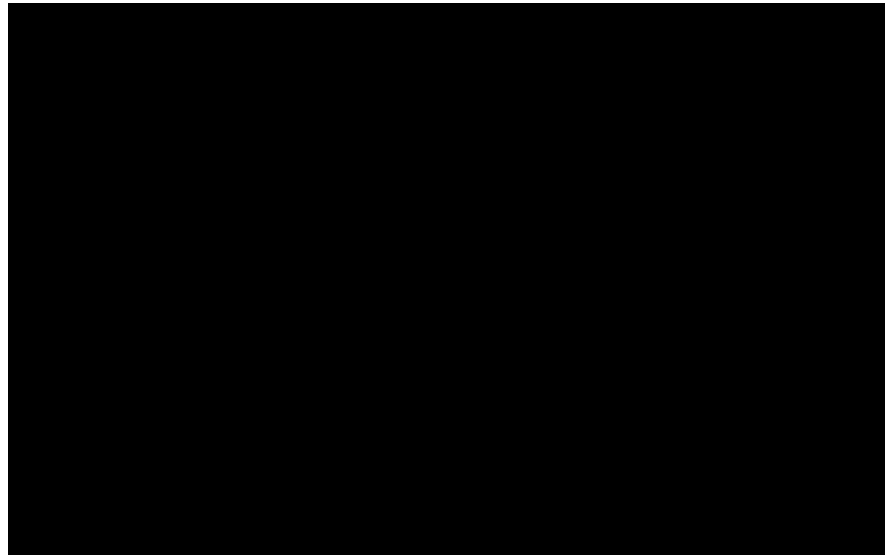
La politique italienne des dernières années a été affligeante, tout le monde en est bien conscient. Entre affairisme, corruption ouverte, utilisation de l'État à des fins privées et clientélisme éhonté des partis au pouvoir, l'Italie était l'expression de ce que nos "démocraties représentatives" peuvent produire de pire.

L'apparente passivité de la population et les victoires électorales, même ténues, de Berlusconi et de sa clique étaient, dans ce contexte, encore plus cruelles. Elles révélaient un soutien social réel pour les gangsters au pouvoir, et rappelaient la dangereuse proximité entre un État de droit à peu près réglé et un régime proto-fasciste.

C'est pourquoi les deux défaites de Berlusconi, d'abord lors des élections administratives des 29 et 30 mai (perte des villes de Naples et Milan), puis au sujet des quatre référendums abrogatifs votés les 12 et 13 juin derniers, sont tout à la fois importantes et réjouissantes. Elles signalent le début de la fin de ce régime grotesque, et la disparition des écrans télévisés – que l'on espère aussi rapide que possible – de son bouffon en chef ne peut que nous rassurer.

Elles sont importantes, surtout, parce qu'elles ont montré la faillite du système clientéliste berlusconien. Sa défaite à Milan doit être soulignée avec d'autant plus d'insistance que la grande ville du Nord a toujours été une sorte de laboratoire de la politique italienne. C'est là que le phénomène Berlusconi a été créé au début des années 1990, là que la *Lega Nord* est apparue, là aussi que, plus tôt, le «craxisme» (qui mélangeait socialisme et affairisme) s'est imposé. La perte de Milan anticipe ainsi la perte de l'Italie, et cela ne peut que contenter tout-e-s les démocrates d'Europe.

*Réd.*



## Pendant ce temps-là, en Syrie, on tue

Alors que l'on parle du «sauvetage» de la Grèce, de l'abandon du nucléaire, des élections fédérales de cet automne, des bombardements à Tripoli, des indigné-e-s en Espagne, il est un lieu qui reste désespérément muet et où un pouvoir sanguinaire réprime à plein régime: la Syrie de Bachar El-Assad.

Peut-être saura-t-on un jour combien d'opposant-e-s sont mort-e-s pendant ces mois de révolte à Homs, Lattaquié, Deraa... On apprendra en même temps les mille lâchetés des États occidentaux pour ne pas déstabiliser encore une autre de ces dictatures qui sont si utiles lorsqu'il s'agit de signer des contrats ou de leur vendre des armes.

#### ■ Féminisme

Le difficile engagement des femmes à gauche

Page 3

#### ■ Institutions

Un débat sur la démocratie directe

Page 5

#### ■ Campagnes politiques

Quelques réflexions autour du financement et de la personnalisation

Page 8

CAMARADE CHRONIQUEUSE

## Le charme des bibliothèques municipales

Je ne me suis pas passionnée pour les débats sur le «prix unique du livre». Ma fibre politique s'est réveillée le 18 mars 2011 à l'annonce du lancement d'un référendum par le PLR (les jeunes), l'UDC (les jeunes) et les Verts libéraux (le jeune parti), flanqués du forum des consommateurs allemands, qui estiment que cette loi contrevient à la liberté du commerce et de l'industrie. Cela signifie-t-il que cette loi mérite une attention particulière puisqu'elle est combattue, de surcroît dans un clivage entre Romands et Allemands puisque la Fédération romande des consommateurs la soutient?

J'ai donc essayé de me forger mon opinion. Première surprise: cette loi ne fixe aucunement un prix unique du livre, contrairement à la loi Lang en France. Elle donne juste mandat au surveillant des prix d'intervenir s'il estime que les prix fixés par les éditeurs et les importateurs sont manifestement abusifs. Les prix tiendront compte des salaires et des frais de diffusion suisses et les rabais autorisés ne pourront excéder 5%, règles applicables à tous les libraires, qu'ils soient petits (indépendants) ou non (la Fnac). Ces prix devront aussi être respectés par les diffuseurs sur Internet, notamment par Amazon, et là je doute que cette règle soit applicable.

En conclusion, cette loi ne crée pas une révolution et le prix des livres en Suisse ne va pas sensiblement baisser. Je ne signerai pas le référendum et je souhaite même que le vote populaire ne puisse avoir lieu faute de l'obtention des 50'000 signatures jusqu'au 7 juillet. En effet, mon oui à la loi serait franchement timide. De plus, je préfère emprunter des livres dans les bibliothèques municipales parce que l'ambiance, si studieuse et silencieuse, y est agréablement désuète dans ce monde tapageur et parce que les bouquins dégagent toutes sortes d'effluves laissées par des tiers (chocolat, sables, géraniums...) qui titillent

notre imagination aussi bien que leur contenu.

Le but de la loi sur le prix unique du livre est de «promouvoir la diversité et la qualité du livre en tant que bien culturel et de garantir que le plus grand nombre possible de lecteurs aient accès aux livres à de meilleures conditions». Pour atteindre ce but, je privilégie à une loi bancal le développement des offres des bibliothèques municipales où chacun-e peut lire et emprunter des ouvrages gratuitement, ce par l'augmentation du soutien financier des collectivités publiques!

Valérie Garbani



Jorge Semprún (1923-2011)

L'HOMMAGE DE LA RÉDACTION

## L'adieu à Jorge Semprún

Jorge Semprún est mort le 7 juin 2011 à Paris. Une grande voix s'est tue, celle de l'engagement contre les barbaries du XX<sup>e</sup> siècle, nazie, franquiste et stalinienne. On se souviendra du *Grand voyage* ou de *L'écriture ou la vie*, témoignages de l'horreur des camps, de la mort collective de ces hommes et ces femmes écrasés par la folie de l'histoire européenne.

Mais le livre de Jorge Semprún que j'ai ressorti le 8 juin était, sans hésitation, *La deuxième mort de Ramón Mercader*. Ramón Mercader, agent de Staline envoyé à Coyoacán, comme exécutant des basses œuvres, en l'occurrence pour éliminer le «Vieux», Lev Davidovich Trotsky. Le deuxième Ramón Mercader, celui que l'on retrouve dans le roman devant *La vue de Delft* au Mauritshuis de La Haye, est aussi cet Espagnol revoyant la porte de la légation républicaine le 14 avril 1966, 28 ans après avoir participé à la dernière fête de la République, juste avant la victoire des franquistes en Espagne.

*La deuxième mort de Ramón Mercader* est un roman, dense, d'espionnage, d'intrigues et de

trahisons, construit sur plusieurs plans et plusieurs époques, avec, en toile de fond, un régime soviétique en fin de course qui allait bientôt tomber comme un fruit trop mûr. Avec un magnifique souffle littéraire, Semprún dresse le portrait d'un assassin qui a compris, au seuil de la mort, que son silence et sa fidélité n'avaient servi à rien. Et dans une scène glaçante, se dessine sous nos yeux la foule des prisonnières-ers réunies sous le portrait de Staline pour apprendre le décès du tyran, incapables de retenir leurs pleurs durant l'hommage funèbre.

Sous la plume du rescapé de Buchenwald, on entend l'amertume et la désillusion du militant communiste et anti-franquiste face à la seconde expérience concentrationnaire du XX<sup>e</sup> siècle. Jorge Semprún était un résistant. Il s'est battu, avec une constance forçant le respect. Adieu, Federico Sánchez.

Arnaud Thiéry

À lire: *Jorge Semprún*, *La deuxième mort de Ramón Mercader*, Paris, Gallimard, 1969.

14 JUIN

## Pour une gauche féministe

*Pages de gauche* a bouclé le mois dernier son 100<sup>e</sup> numéro et nous n'étions pas peu fières-ers de participer à cette aventure, qui dure depuis presque dix ans. Une ombre s'est pourtant glissée sur nos réjouissances: malgré tous nos efforts, nos sollicitations pour obtenir des contributions de la part de femmes de gauche n'ont pas abouti et le numéro ne contenait qu'un texte «mixte», co-signé par un homme et une femme. Suite à cela, la rédaction, par ailleurs composée à l'heure actuelle de seulement trois femmes sur onze, a souhaité revenir sur la question de l'engagement militant des femmes.

Toute personne qui a tenté de veiller à la parité dans un groupe, qui a dû activement y mobiliser des femmes pour une liste électorale ou pour les prises de parole d'une réunion mixte, aura probablement partagé le mélange d'irritation et de désespoir qui nous saisit quand notre bonne volonté n'est accueillie que par des refus nombreux et des accords timides, incertains et même parfois un peu contraints. C'est souvent là que s'arrêtent les démarches: «si elles ne veulent pas, on ne peut pas les forcer».

Dans les partis, syndicats et autres organisations de gauche, tout le monde serait pour l'égalité, comme l'attestent les tracts du 14 juin 2011. Alors pourquoi ne se produit-elle pas, même en leur sein?

### DÉNI MASSIF

L'explication la plus fréquente et qui arrange les gens de gauche est celle du patriarcat «en général», celui qui affecte les femmes à la maternité et au travail domestique, mais surtout à une socialisation qui les pousse à rester en retrait et à préférer la sphère domestique à la vie publique. Sans contester ces éléments, ils présentent l'avantage de n'attribuer aucune responsabilité aux organisations de

gauche dans l'éviction des femmes de leurs rangs. Car le système patriarcal est évidemment aussi à l'œuvre au sein de ces structures. De nombreux couples de militant-e-s ne sont par exemple pas épargnés par la répartition inégale du travail domestique, ce qui indique déjà jusqu'où va la volonté d'égalité de «tout le monde». La division sexuelle du travail militant est une réalité prégnante (le «concret» aux femmes, les discours, et donc la visibilité, aux hommes).

Mais surtout, les milieux militants reproduisent les normes sexuées. Comme ailleurs, il vaut mieux se montrer «féminine», douce et docile pour être appréciée, et celles qui ne jouent pas le jeu risquent de se confronter à une hostilité franche qui dépasse le seul combat de coqs, fréquent dans l'arène politique.

En résumé, parce que la présence du sexisme en leur sein est déniée, les logiques patriarcales des organisations de gauche sélectionnent quelques femmes aux caractéristiques «féminines» non menaçantes et quelques-unes qui possèdent plus de «cros» mais en nombre très limité, le reste acceptant des rôles peu reconnus ou quittant progressivement le militantisme.

### LES EXCEPTIONS QUI CONFIRMENT LA RÈGLE

Le résultat est l'existence d'un nombre limité mais réel de femmes engagées, dont une partie est empêtrée dans le travail domestique et les attributs de la féminité, et l'autre surchargée par la mission de démontrer la parité d'organisations de gauche ni si mixtes, ni si égalitaires. Et la situation perdure malgré ces pionnières car se produit un phénomène qui consiste à faire croire à une situation d'égalité, si ce n'est en réalité, du moins en puissance, par la présence restreinte de membres d'un groupe discriminé dans un espace dont elles ou ils étaient absents.

En Suisse, on peut voir cet effet avec la composition actuelle du Conseil fédéral, où les femmes sont en majorité, ce qui n'est pas représentatif de leur place politique réelle, notamment dans les partis bourgeois.

Cette illusion d'égalité affaiblit la lutte pour l'égalité réelle tout en la rendant plus difficile, car les femmes qui ont dû se conformer aux attentes patriarcales pour atteindre ces postes sont souvent peu enclines à faciliter l'accession des autres, et renforcent même les normes qu'elles ont dû respecter.

Stéphanie Pache



## Où est passé l'ennemi principal?

Le marketing politique ayant fait des ravages, même les féministes doivent dire «oui». Comme nous le propose le tract du comité unitaire vaudois de la mobilisation du 14 juin 2011, nos revendications doivent être positives: *pour un salaire égal, pour une répartition égale du travail, pour des places de crèches, l'égalité pour tout le monde, les hommes, les femmes, les personnes migrantes, qui travaillent ou non, pour le respect des femmes et de leur corps, pour la fin des violences (non plus faites aux femmes mais conjugales et familiales). À lire la plupart des tracts distribués, pour obtenir l'égalité, il suffirait de dire «oui».* Ce slogan positif produit de drôles d'effets. Peut-être faudrait-il rappeler aux auteur-e-s de ces tracts que la lutte féministe est d'abord un combat politique contre des adversaires féroces qui, eux, n'ont pas peur d'effrayer le public en disant «non»: non au remboursement de l'IVG, non au remboursement de la contraception, non au droit pour les femmes à disposer de leur corps, non à l'adoption par des personnes homosexuelles, non au travail salarié des femmes, non à une fiscalité individuelle reconnaissant l'existence des femmes autrement que comme «personnes à charge», bref non à leur autonomie: positions qu'on avait naguère coutume de rassembler sous le nom de patriarcat. SP

## FISCALITÉ

## La recette miracle de la concurrence

Les mouvements concernant la fiscalité des personnes morales que l'on connaît actuellement en Suisse romande sont inquiétants. Sous pression européenne, les cantons suisses doivent en effet progressivement abandonner leurs régimes différenciés pour les entreprises étrangères (par exemple grâce à l'arrêté Bonny dans le canton de Neuchâtel).

## DANGEREUSE RENTE FISCALE

Quand les autorités genevoises ou fribourgeoises s'inquiètent des conséquences de cette harmonisation, elles oublient bien sûr de préciser qu'elles découlent directement d'une vieille politique de prédation fiscale dont la Suisse s'est fait une spécialité depuis longtemps: piquer les entreprises (donc l'argent) des autres pour pouvoir financer à bon compte ses dépenses publiques.

Cela ressemble un peu à ce que, dans d'autres pays, on appelle une *rente*, et ses effets ne sont jamais très recommandables. On se met à la merci d'entreprises volatiles, qui n'attendent qu'une occasion de repartir (on pense notamment aux holdings), ou qui ne se retiennent jamais de menacer d'une délocalisation qui n'aura de toute façon pas lieu.

## LES TRADITIONS HELVÉTIQUES

La solution retenue aujourd'hui ne renie rien de cette tradition, puisque les cantons parlent presque tous de nouvelles baisses d'impôts afin de rester «compétitifs» aux niveaux suisse et européen. Lorsqu'on connaît l'exemple que certain-e-s citent encore en modèle – à savoir l'Irlande que sa politique d'abattements fiscaux a conduit à la faillite – il y a de quoi être sérieusement inquiet...

Que ces politiques soient mises en place par la «gauche» ou ce qui s'en revendique (à Neuchâtel, à Genève), alors que certains magistrats de droite (Broulis dans le canton de Vaud, par exemple) semblent plus prudents, constitue bien sûr une déception

supplémentaire. Mais là n'est pas vraiment le plus important, car les responsables des finances oublient une chose essentielle dans cette affaire: même sans être à gauche (et dans ce cas militer partout et toujours contre toute baisse fiscale en faveur des SA et des holdings), il faut rappeler que la concurrence fiscale affaiblit à terme *toutes* les collectivités publiques, rend les entreprises encore plus arrogantes dans leurs négociations avec l'État, et appauvrit les plus faibles pour enrichir les plus forts. C'est le principe de base du capitalisme, gardons-nous de l'oublier.

Or nous faisons partie de ces gens qui ont la faiblesse de croire que l'État est précisément là, dans une perspective sociale-démocrate, pour atténuer ce principe. La course effrénée aux baisses fiscales à laquelle commencent à se livrer les cantons romands va exactement dans le sens inverse.

Antoine Chollet

## EN BREF

## Soccer revolution

La vérité triomphe enfin de l'obscurantisme étatiste. L'argent étant d'utilité publique, les bénéfices d'une entreprise le sont aussi. S'ils s'ajoutent au capital, ils seront taxés à ce titre. S'ils sont distribués, ils sont dépensés et donc servent à la société. Maintenant ou plus tard. Et c'est tout.

Avoir une belle et forte entreprise dans sa commune, c'est aussi assurer une belle réputation à son toponyme et de fins cocktails dînatoires aux membres de l'exécutif. Les effets secondaires positifs multiples ne sont donc plus à démontrer.

Une vigoureuse multinationale a montré la voie: la FIFA. Sous prétexte que ses juteux résultats ne servent pas à engraisser ses actionnaires, mais au contraire à augmenter ses bénéfices futurs en élargissant le cercle de ses clients potentiels, la FIFA ne paie pas d'impôt sur le bénéfice à Zurich, et seul son capital est taxé.

## "Plébiscite" neuchâtelois

**On aura vu que les quelques rares citoyen-ne-s neuchâtelois-es à s'être déplacés pour voter sur la réforme de la fiscalité des entreprises ont plébiscité la position du Conseil d'État avec 76,9% des voix, fruit d'un bizarre arrangement entre le PS et la droite (voir notre article dans le n° 97).**

**Un faible taux de participation signifie automatiquement des votant-e-s fort peu représentatifs du reste de la population: plutôt riches, âgé-e-s, au niveau de formation élevé, proches du monde politique et de ses codes, etc. Comme toujours en Suisse, on considère implicitement que les abstentionnistes soit s'en fichaient, soit étaient d'accord avec les propositions. La pirouette juridique qui a retardé le vote n'est sans doute pas pour rien dans ce taux de participation lamentable (28,6%).**

**Lorsque les entreprises étrangères censément imposées à 5% auront quitté le territoire cantonal pour des cieux encore plus cléments, et que seules les entreprises régionales paieront l'impôt sur les personnes morales à un taux deux fois moindre qu'auparavant, peut-être que les citoyen-ne-s neuchâtelois-es comprendront les limites de la concurrence fiscale, mais il sera trop tard alors. AC**

À quoi servent en effet les 202 millions de bénéfices faits en 2010? À convertir davantage de monde au football commercial sous couvert d'aide au développement. Et à quoi servent ces conversions en masse? À renchérir le prix de la diffusion des matches de la coupe du monde, cette merveille d'aide économique qui a coûté 3 milliards à l'Afrique du Sud, dernier organisateur, pays si riche qu'il n'a que faire d'une telle somme.

Vive le capital qui nous fait tous vivre. À bas l'impôt qui tue les activités d'utilité publique!

Benoît Gaillard

*Le cauchemar ci-dessus n'est pas si loin de la réalité. La FIFA échappe à une soixantaine de millions d'impôts par année en raison de son statut d'utilité publique. Signez la pétition de la JSS et de Solidar Suisse sur [www.fifawatch.ch](http://www.fifawatch.ch).*

## DÉBAT

## De la liberté et de la démocratie directe

La parution de *Défendre la démocratie directe* a été l'occasion de réunir l'auteur de l'essai, qui n'est autre qu'Antoine Chollet (AC), secrétaire de rédaction de *Pages de gauche*, et Raphaël Mahaim (RM), député Vert au Grand Conseil vaudois, pour une discussion sur la liberté, la démocratie directe et quelques autres thèmes chers à l'auteur. Morceaux choisis.

## Raphaël, penses-tu qu'il aurait fallu voter sur l'initiative demandant la réintroduction de la peine de mort?

RM: Non, je pense qu'il est hypocrite d'admettre que la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH) reconnaît aux individus des droits pleinement justiciables d'un côté, et de l'autre faire miroiter la possibilité de déroger à ces droits par une votation.

Plus fondamentalement, je suis convaincu que l'on peut suivre une ligne qui est celle tracée par Aristote, soit poser la priorité du bien sur le juste. La tendance du libéralisme politique est de croire qu'il suffit d'avoir des procédures justes pour assurer la qualité des décisions démocratiques, sans se poser la question du bien. Or il faut un certain nombre de principes et de valeurs pour guider les processus démocratiques.

## Antoine, ton livre s'inscrit-il dans une perspective libérale?

AC: Non, je l'ai plutôt rattaché à une tradition républicaine: à Rousseau, à Machiavel, et aussi dans une certaine mesure à Aristote.

Il existe un bien suprême dans une démocratie, qui est la liberté. Mais à partir du moment où l'on dit cela, le paysage change. Cela signifie que les lois que l'on fait, les règles que l'on se donne, ne viennent que de nous-mêmes.

Au niveau institutionnel, cela pose la question du fondement des droits fondamentaux. Cette question est éminemment

politique. Les droits fondamentaux défendus par la CEDH doivent dès lors être interprétés politiquement.

RM: Je pourrais être d'accord de poser la liberté comme bien suprême. Mais *quid* d'une majorité de la population qui déciderait d'aliéner totalement la liberté des individus? Je pense que même dans ta conception, on ne peut pas défendre une liberté absolue pour les ennemis de la liberté.

La question de la légitimité des droits fondamentaux, et de la légitimité de la CEDH, est centrale. Il est évident que l'UDC a compris qu'il y avait une faille dans la mise en œuvre de la CEDH, qui n'a jamais fait l'objet d'un vote populaire. Et ce débat est justifié. Je suis d'avis qu'il faudrait que l'on se prononce sur la validité de l'application de la CEDH en Suisse...

AC: Absolument d'accord.

## Quelles sont les valeurs de la démocratie?

AC: Dans une perspective républicaine, il y a des vertus civiques. La-le bon-ne citoyen-ne fonctionne comme un modèle: elle-il doit cultiver des valeurs démocratiques, comme la liberté ou l'égalité, mais ce ne peuvent être des règles de droit, formalisées. Cela veut dire que la démocratie peut en effet disparaître par des procédures démocratiques si ces vertus s'estompent. La conscience de ce danger doit nous faire agir politiquement, et pas nous conduire à limiter l'exercice de la démocratie.

RM: Si les vertus ne peuvent pas entrer dans ce code de valeurs que sont les lois, cela signifie qu'on ne peut pas tout codifier par les processus démocratiques. Donc, tu acceptes l'hypothèse que les vertus démocratiques puissent être bafouées, et moi, je ne l'accepte pas.

AC: Si l'on se place du point de vue des seules libertés individuelles, il n'est pas légitime qu'une décision démocratique

majoritaire puisse enfreindre ces dernières. En revanche, dans une approche républicaine où la liberté est à la fois individuelle et collective, on ne va pas pouvoir dire que la liberté collective est limitée par les libertés individuelles, car ces dernières dépendent de la première au moins autant que la première des secondes.

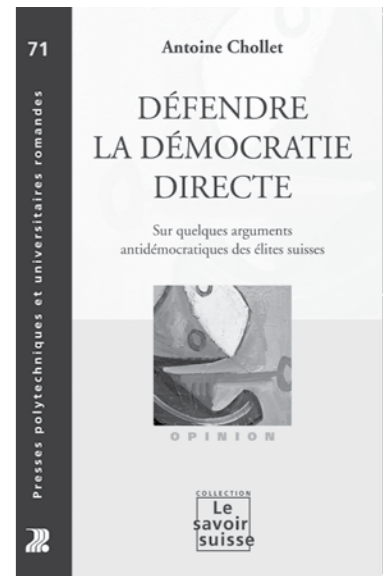
RM: Dans ce modèle, la liberté collective n'est pas non plus préservée si la liberté des un-e-s peut anéantir la liberté des autres.

AC: Disons que la liberté est maintenue à partir du moment où l'on dit que le collectif peut prendre toutes les décisions qui lui semblent justes.

Les gens sont effrayés par l'idée que la démocratie soit mortelle et puisse être renversée par ses propres principes. En Grèce ancienne, toute la réflexion de Thucydide a consisté à dire que le peuple athénien avait succombé à l'*hubris* (la démesure), et avait provoqué la ruine de la cité. La seule chose que l'on puisse faire contre cela, c'est de mettre en garde les citoyen-ne-s, et agir politiquement. En d'autres termes, l'action démocratique ne peut qu'être autolimitée.

Propos recueillis par Arnaud Thiéry

À lire: Antoine Chollet, *Défendre la démocratie directe*, Lausanne, PPUR, coll. *Le savoir suisse*, 2011.



TUNISIE

## Révolution tunisienne: où en est-on?

Entretien avec Mohamed Ben Henda, président de l'association des Tunisiens de Suisse.

### En quelques mots, quelle est la situation politique actuelle en Tunisie?

Les choses se précisent depuis que la date des élections de l'assemblée constituante a été repoussée au 23 octobre. Ce report va garantir l'organisation d'élections transparentes, sans intervention du Ministère de l'intérieur. Pour le moment, les choses vont donc dans la bonne voie, mais tout est encore très difficile. On sait déjà que ces élections ne donneront de majorité absolue à aucune force politique par exemple.

Au niveau de la rue, la mobilisation vit encore. Il y a des grèves fréquentes, notamment dans le domaine clef de la sous-traitance (et par rapport auquel il y a eu une décision interdisant à l'État d'y avoir recours). Dans le secteur privé, nous soutenons de nombreuses grèves, mais il ne faut pas non plus oublier qu'il existe des poches de résistance de l'ancien régime qui poussent manifestement au chaos. Nous devons donc rester vigilant·e·s et savoir trier parmi ces mouvements.

### Comment fait-on pour instaurer une démocratie après une révolution?

Il faut tout d'abord passer par une assemblée constituante. La commission électorale, composée de 160 membres, en est une préfiguration. Elle compte des représentant·e·s des partis, des comités populaires mis en place pendant la révolution, des syndicats et des associations de défense des droits. C'est elle qui a élaboré la loi électorale, et institué une commission indépendante de l'administration pour organiser les élections.

Ensuite, il faut ouvrir le débat sur le contenu de la constitution. Aujourd'hui en Tunisie, il y a trois forces, et donc trois visions de ce contenu, qui s'affrontent: les "libéraux", soutenus par les puissances occidentales et très

proches de l'ancien régime et du parti Ennahdha, les islamistes (on ne peut les oublier), et ce que j'appellerais les forces sociales-démocrates, allant de l'extrême gauche à la gauche centriste. Le problème est que, pour le moment, il n'y a pas d'informations sur les programmes de chacun des courants. Les médias – encore très largement aux mains de l'ancien pouvoir – se focalisent sur des détails, notamment les actes de délinquance qu'ils agitent comme un chiffon rouge pour faire peur aux gens. Ce faisant, ils marginalisent l'essentiel. Comment le peuple peut-il voter dans ces conditions?

Les islamistes et les "libéraux" souhaitent le maintien des élections au 24 juillet, pour qu'il n'y ait pas de vrai débat. Le parti Ennahdha est toujours puissant d'un point de vue organisationnel, il a de l'argent et va en user pour influencer au maximum l'issue des élections. De ce point de vue, il y a aussi un double jeu de l'Occident, qui pour l'essentiel soutient les "libéraux", contre les forces démocratiques tunisiennes qui se sont constituées pendant et après la révolution.

### Que faire maintenant, en Tunisie et en Suisse?

En Tunisie, nous multiplions les conférences et les rencontres avec la population. Il est impératif de combler le déficit d'informations sur les programmes politiques des différentes forces en présence, dont les médias ont la responsabilité. Nous sommes aussi allés présenter des expériences étrangères, par exemple les outils de démocratie directe et participatives que la Suisse connaît. Il faut nourrir l'imaginaire politique en Tunisie, meilleure réponse à l'enfermement que l'ancien pouvoir cherche à prolonger.

En Suisse, le problème concerne essentiellement la récupération des biens spoliés par Ben Ali et son clan. Et là, il va sans doute falloir imaginer des actions audacieuses ces prochains temps. Pour le moment,

le gouvernement transitoire tunisien n'est pas très déterminé à faire avancer le dossier, en particulier parce qu'une partie des personnes impliquées dans cette spoliation est toujours en place!

En plus, la Suisse a répondu aux demandes tunisiennes en prétendant qu'elles étaient insuffisamment justifiées. Le degré de précision demandé par les autorités helvétiques pour pouvoir procéder à une rétrocession est quasi impossible à atteindre, surtout s'agissant d'actes de vol illégaux, et donc cachés par l'ancien pouvoir. Ce que nous demandons, c'est de renverser la charge de la preuve et de demander à Ben Ali de prouver qu'il a acquis honnêtement ses biens.

Quoi qu'il en soit, il va sans doute falloir faire pression plus concrètement sur les autorités suisses pour que la restitution avance. Des actions seront entreprises ces prochains mois dans ce sens.

Propos recueillis par Antoine Chollet



L'année des places: Puerta del Sol (Madrid), place Tahrir (Le Caire), place Syntagma (Athènes)

DETTE

## Dé(Grèce)age ou défaut?

Le discours paraît tellement unilatéral: les pays surendettés de la zone euro ne doivent absolument pas faire défaut, il en va de la crédibilité de ladite zone. Quelle solution? Des injections massives de fonds par les autres pays et par le FMI. Évidemment, il ne s'agit pas uniquement de subventionner les créanciers de la Grèce, mais surtout de la contraindre à une politique précise: l'austérité. Malgré les milliers d'économistes fustigeant l'austérité et rappelant à quel point cela détériore encore davantage la situation, le gouvernement grec ne se donne pas le choix.

### UNE SOLUTION ALTERNATIVE

Il existe pourtant une solution beaucoup plus simple: le défaut de paiement sur la dette passée. Il est en réalité totalement injustifié que les créan-

ciers de la Grèce bénéficient des plans de soutien européens, car ces plans n'existaient pas au moment où les prêteurs ont pris le risque. Lorsque l'on prête, on reçoit un intérêt pour le risque, et le moment est venu d'assumer le risque. Si la Grèce ne payait pas les intérêts de sa dette actuelle, cela permettrait d'économiser bien plus que ce que tout plan d'austérité pourrait rapporter, sans les immenses désavantages de ces derniers. En plus, cela rendrait un plan de soutien financier international vraiment utile: il garantirait les emprunts futurs en cas de nécessité.

Le défaut de paiement de la Grèce pourrait faire peur à des potentiels prêteurs, sauf si d'autres pays apportent des garanties où empruntent à sa place. Il n'est pas nécessaire de graisser la patte des

prêteurs de risque qui ont perdu au jeu de la bourse.

### UNE INDIGNATION JUSTIFIÉE

Le rôle du FMI et de l'UE dans cette affaire reste un rôle destructeur à long terme, car il met le couteau sous la gorge des pays, les forçant à mener des politiques ravageuses et des privatisations iniques. Celles-ci réduisent la capacité de financement des États, annihilent tout espoir et créent... l'indignation de la population. Ces fameuses-eux indigné·e·s n'ont pas des revendications utopiques. Ils demandent tout simplement qu'on leur ouvre un futur normal, plutôt que de payer des milliards à des banques qui, elles, s'indignent lorsqu'elles doivent payer quelques francs d'impôts.

Samuel Bendahan

ESPAGNE

## Crise économique et malaise au sein de la gauche espagnole

L'irruption, le 15 mai dernier, du mouvement des «*indignados*» à Madrid et dans les principales villes du pays a mis fin aux analyses sur la passivité supposée des Espagnol·e·s face à la crise économique et à l'envolée du taux de chômage: 21,3% de la population active, le chiffre le plus élevé de l'Union européenne. Ce mouvement spontané, sans *leaders* déclarés ni organisation formelle, a été l'expression du profond malaise social que connaît l'Espagne. Les résultats des élections municipales et régionales du 22 mai ont été également la conséquence de cette situation critique. Le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), au pouvoir depuis 2004, a subi une défaite cuisante et le Parti populaire (PP, droit conservatrice) contrôle désormais 34 des 50 capitales de

province espagnoles ainsi que la grande majorité des régions.

### QUELS DÉBOUCHÉS POLITIQUES?

Ces deux événements ont généré une situation politique nouvelle tout en créant de nouvelles incertitudes. Le mouvement des «*indignados*» a levé son campement à Madrid et a annoncé vouloir poursuivre son activité sous d'autres formes. Cependant, l'absence d'organisation a facilité l'entrée de provocatrices·eurs et de casseuses·eurs, d'où l'apparition des inévitables dérapages. Le 15 juin, à Barcelone, des manifestant·e·s se réclamant de ce mouvement ont bloqué l'accès au parlement régional de Catalogne et agressé des député·e·s de gauche qui venaient précisément pour voter contre les mesures d'austérité budgétaires proposées par le nouveau gouvernement nationaliste. Il apparaît clairement que ce mouvement est dans l'incapacité de proposer un débouché politique aux revendications sociales.

### LE PARTI SOCIALISTE AFFAIBLI

La situation est tout aussi confuse au sein du PSOE. Le résultat électoral du 22 avril a aggravé les tensions internes au sein du PSOE. Patxi Lopez, président socialiste du gouvernement basque, s'est fait le porte-parole d'un secteur important qui a demandé la convocation d'un congrès extraordinaire, une position rejetée par le président du gouvernement et secrétaire général du parti, José Luis Rodríguez Zapatero qui a décidé de ne pas se représenter lors des prochaines élections législatives (mars 2012). Pour autant, la direction du parti ne propose aucune analyse réelle, ni débat, sur les causes de la défaite et encore moins de rectification de la stratégie engagée. L'absence d'une tendance de gauche organisée ne facilite pas les choses. En Catalogne, cependant, des

militant·e·s de base tentent d'organiser une riposte dans la perspective du prochain congrès du PS catalan en octobre prochain par le biais d'initiatives telles que: «15M-socialista», «+PSC», «Congresdesdebaix», «PerSumarCanviar» ou «Nou Cicle».

Les autres formations de gauche ne bénéficient pas pour autant des difficultés des socialistes. La coalition Izquierda Unida (IU), dirigée et contrôlée par le Parti communiste d'Espagne (PCE), n'a obtenu que 7,5% des suffrages aux élections municipales et a perdu le contrôle de la seule capitale de province qu'elle administrait: Cordoue, en Andalousie. La réaction a été des plus curieuses: IU a refusé son soutien au PSOE dans plus d'une cinquantaine de municipalités, ce qui a eu pour effet de permettre leur prise de contrôle par le PP. La coalition semble ainsi vouloir revenir, au moins partiellement, à la politique de la «pince» pratiquée au milieu des années 1990. Celle-ci avait consisté en une alliance *de facto* avec le PP contre les socialistes, une nouvelle mouture de la fameuse stratégie de la «3<sup>e</sup> période» de l'Internationale communiste pendant les années 1930 qui avait facilité l'accès d'Hitler au pouvoir. Les autres formations d'extrême gauche ont une influence politique marginale.

### LA DROITE À L'AFFÛT

La perspective d'une large victoire de la droite en mars 2012 (ou avant si la date du scrutin est anticipée) laisse craindre une aggravation de l'austérité et la mise en place de réformes structurelles radicales qui se traduiront immanquablement par une aggravation du mécontentement de la population. Affaiblie et désunie, la gauche espagnole est incapable aujourd'hui d'offrir une réelle alternative politique.

Daniel Solano

## FINANCEMENT DES CAMPAGNES

## Et pour Berne, c'est combien?

Tous les quatre ans, la grand-messe des élections fédérales aiguise les appétits dans les partis. Le 23 octobre 2011, objectif Berne, donc. À quel prix? En terme d'argent, de jeux de coudes et de mise en valeur de sa personne, combien coûte une place au soleil? Et quelle campagne est-il souhaitable de mener?

**LA DÉMOCRATIE EN OTAGE**

Un financement plus transparent des campagnes poli-

tiques est une vieille revendication de la gauche que le PS brandit régulièrement. La droite déteste de son côté l'idée de publier les noms de ses donatrices-eurs, et pour des motifs évidents. C'est en effet un secret de polichinelle que les plus grands groupes de l'industrie suisse (chimie, banque, assurances, etc.) financent depuis des années les partis bourgeois, ce qui d'ailleurs se ressent dans les votes relatifs aux objets intéressants plus particulièrement lesdits groupes. La prise en otage de la démocratie suisse par les groupes d'intérêts particuliers, qui en outre opèrent en sous-main, est révoltante et dénoncée avec raison par les partis de gauche, relativement transparents sur leurs propres finances.

**INÉGALITÉ DE MOYENS**

Dans la même veine, les partis bourgeois n'ont jamais hésité à priver leurs candidat-e-s de mettre la main au portemonnaie pour figurer sur leurs listes électorales. Plus étonnant, on a récemment appris que les syndicats bernois agissent de même en demandant un investissement important aux candidat-e-s souhaitant figurer sur les places «syndicales» du PS bernois (lire ci-contre).

On s'étonne que cette nouvelle n'ait pas conduit à une dénonciation publique de la part du parti national, ni récolté publiquement l'opprobre des militant-e-s. Car demander une contribution financière pour figurer sur une liste, c'est faire dépendre l'accès aux responsabilités de la capacité contri-

butive, mécanisme renforçant évidemment les inégalités et exhalant dès lors un vague parfum censitaire.

**UN COMBAT COLLECTIF**

Pour un parti de gauche combattant les inégalités, il convient de mettre en avant le nécessaire financement solidaire de la campagne. Car mener une campagne électorale, c'est défendre un programme, une vision collective issue de débats, de réflexions. On ne cherche pas à faire élire une individualité, encore moins des figures providentielles. C'est dans ce cadre qu'intervient l'interdiction, fréquente dans la gauche institutionnelle romande, des campagnes dites personnelles. Refuser le site Internet de chaque candidat, l'appel à voter pour soi-même et encore les affiches faisant ressortir le candidat seul sont autant de mesures visant à mettre en avant la campagne collective d'un parti, le débat d'idées, plutôt que la compétition des individus qu'il est préférable de reléguer au second rang.

**LE CHEMIN E(S)T LE BUT**

En fin de compte, chemin et but se confondant souvent en démocratie, la campagne d'un parti de gauche promouvant l'égalité se doit d'être elle-même égalitaire, c'est-à-dire de donner une chance à tou-te-s ses candidat-e-s d'être élu-e-s, sans que la fortune des intéressé-e-s, ni leur aura intellectuelle, ni leurs contacts préalables avec le monde médiatique, bref, sans que les inégalités de départ, ne soient déterminantes dans le choix des électrices-eurs.

Arnaud Thiéry

**LE POING**

Un groupe de «socialistes patriotes» zurichois vient de lancer un manifeste pour «construire une patrie sociale-démocrate», croyant sans doute que l'avenir électoral du PS sera mieux assuré si le parti va chasser sur les terres de l'UDC. Camarades, faut-il donc vous rappeler que le socialisme est sans patrie et sans frontières, et que c'est précisément ce qui le distingue des forces nationalistes qui se croient populaires?

**LA ROSE**

La rose de ce mois est décernée au **Tribunal cantonal vaudois** pour avoir refusé d'accorder un permis de port d'arme à un bijoutier veveysan, confirmant ainsi la décision de la police cantonale. Il a en particulier rappelé au commerçant que l'arme lui faisait courir plus de risques pour sa vie, que la légitime défense était très strictement encadrée en Suisse et qu'il ne s'agissait pas de transformer la Riviera vaudoise en *Far West*...

## POLITIQUE SOCIALE

## Pourquoi cibler les familles?

Après l'adoption le 15 mai 2011 de la loi vaudoise sur les prestations complémentaires pour les familles (PC Familles) et les prestations cantonales de la rente-pont pour les chômeuses-eurs âgé-e-s et en fin de droit, *Pages de gauche* s'est entretenu avec Philipp Müller, secrétaire général adjoint du Département vaudois de la santé et de l'action sociale (DSAS).

**Y a-t-il encore une marge de manœuvre pour développer les prestations sociales au niveau du canton?**

Avec l'adoption de la loi sur les PC Familles et la rente-pont AVS en votation populaire, un point important du programme de législature du Conseil d'État, qui a notamment pour objectif de renforcer les régimes sociaux en amont de l'aide sociale, s'est vu réalisé, après l'harmonisation des normes financières des bourses d'études et du revenu d'insertion (RI). Le Grand Conseil devra encore se prononcer sur un projet d'assurance perte de gain pour les chômeuses-eurs en cas de maladie. Ce projet prévoit de soumettre les indemnités de chômage à cotisation, afin de financer le versement des indemnités aux personnes au chômage et en incapacité de travail pour cause de maladie.

**Et au niveau structurel? Faudrait-il agir au niveau fédéral?**

Au niveau structurel, beaucoup de choses ont été faites dans le canton de Vaud. Du point de vue de la cohérence des politiques sociales suisses, il serait souhaitable qu'un dispositif fédéral comparable à celui introduit dans le Canton de Vaud soit introduit sur le plan fédéral, mais le dossier des PC Familles fédérales est par exemple bloqué depuis plus de dix ans.

**N'y a-t-il pas un risque de trop compliquer le système en multipliant les régimes d'aides?**

Les PC Familles seront versées par la caisse AVS, et les données seront réunies une fois par an par les agences d'assurances sociales. Le système sera beaucoup plus léger d'un point de vue administratif et moins stigmatisant pour ses bénéficiaires, soit les familles avec un bas salaire qui travaillent et les chômeuses-eurs en fin de droit proches de l'âge de la retraite, qui doivent aujourd'hui se tourner vers l'aide sociale pour recevoir un appui financier conséquent. Et il faut aussi prendre garde à une chose: plus simple ne signifie pas forcément plus juste.

**Mais, hormis le financement, quelle différence entre PC Familles et aide sociale?**

Les PC familles doivent combler une lacune. C'est un complément judicieux pour les personnes qui travaillent, et dont les revenus sont proches des barèmes donnant droit au revenu d'insertion. Le problème de ces ménages est avant tout financier car les revenus salariaux à disposition cumulés à la présence d'enfants ne leur permettent pas de garantir les minima sociaux. Après paiement de toutes les charges indispensables (loyer, assurance-maladie, impôts), ces ménages bénéficieront désormais d'un revenu librement disponible

15% à 20% supérieur à celui de l'aide sociale.

**Était-ce une décision stratégique du Conseil d'État d'insister sur le fait que le projet bénéficierait aux familles?**

Le projet vise à apporter de l'aide aux familles qui travaillent et qui ont des enfants en bas âge. Il s'agit d'une logique de politique sociale: statistiquement, les enfants sont un facteur de pauvreté. Les familles nombreuses et monoparentales sont surreprésentées parmi les bénéficiaires de l'aide sociale. Le Conseil d'État a voulu prévenir ce risque social.

**Ce système n'instaure-t-il pas une sorte de subvention aux femmes au foyer?**

Dans les faits, les PC Familles ne seront accessibles qu'aux familles qui travaillent au moins à temps partiel. Le gouvernement considère qu'il est difficile d'attendre que tous les parents travaillent à plein temps alors que leurs enfants sont en bas âge, surtout en ce qui concerne les ménages monoparentaux. L'État doit intervenir pour favoriser la conciliation travail-famille. Il faut en effet éviter une installation durable à l'aide sociale des ménages qui travaillent.

Propos recueillis par  
Stéphanie Pache et  
Arnaud Thiéry

**IMPRESSUM**

Abonnement annuel: Fr. 49.-  
Abonnement de soutien: Fr. 130.-  
Abonnement réduit (AVS, AI, étudiant-e-s, chômeuses-eurs): Fr. 39.-

CCP 17-795703-3  
www.pagesdegauche.ch  
Case postale 7126, 1002 Lausanne  
info@pagesdegauche.ch

**Rédaction:**  
Samuel Bendahan (SB), Antoine Chollet (AC), Romain Felli (RF), Benoît Gaillard (BG), Mathieu Gasparini (MG), Philippe Gilbert (PG), Stéphanie Pache (SP), Émilie Pasquier (EP), Line Rouyet (LR), Sébastien Schnyder (SS), Arnaud Thiéry (AT)

**Comité:**  
Matthieu Béguelin, Valérie Boillat, Michel Cambrosio, Raymond Durois, Dan Gallin, Grégoire Junod, André Mach, Philipp Müller, Géraldine Savary, Alberto Velasco

**Maquette:**  
Marc Dubois, Lausanne  
**Secrétariat de rédaction et mise en page:**  
Antoine Chollet

**Webmaster:**  
Mathieu Gasparini  
**Illustrations:**  
Christian Vulllioud (Cévu)

**Recture:**  
Dominique Hartmann, Salima Moyard  
**Impression:**  
Imprimerie du Journal de Sainte-Croix

«GENS DU VOYAGE»

## Roms, Gitan·ne·s, Tsiganes...



Photo: Raymond Durous

Rétameur  
tsigane  
à Brasov  
(Transsyl-  
vanie) en  
1969

Héritières-ers depuis un millénaire d'une longue histoire d'errances et de persécutions, discriminé·e·s et exclu·e·s de toute vie sociale et économique dans les ex-pays de l'Est européen, harcelé·e·s et tabassé·e·s par des milices d'extrême droite en Hongrie, fiché·e·s en Italie, ostracisé·e·s en Suisse et dans une Union européenne de plus en plus verrouillée, les Roms – la plus importante minorité ethnique européenne – ne demandent qu'à sortir de la marginalité et à être des citoyens de droit comme n'importe quel·le Européen·ne.

### L'AUTRE GÉNOCIDE

Durant la guerre de 1939-45, les nazis, aidés largement par une partie de la population et des autorités locales des pays occupés, procédèrent à la liquidation brutale et systématique des populations tziganes, dispersant les familles et détruisant le tissu d'un enracinement pluriséculaire. 500'000 Tsiganes furent déportés et exterminés à Auschwitz, à Birkenau et dans d'autres camps nazis, victimes innocentes du *Sa-mudaripen* (*Porrajmos*), le génocide du peuple gitan.

Chez nous en Suisse, l'association gérée par Pro Juventute, connue sous le nom de «l'Œuvre

aux enfants de la Grand-Route», arracha entre 1926 et 1973 les enfants jénisch à leurs parents, dont l'influence était jugée pernicieuse, et les plaça dans des milieux «plus sains», comme des homes, des familles d'accueil, mais aussi des centres correctionnels, pénitenciers ou psychiatriques pour les plus récalcitrants d'entre eux, en vue de les déculturer et de les assimiler aux valeurs sédentaires.

Ni anges, ni démons, les Roms sont des hommes et des femmes qui, en raison de leur histoire douloureuse et parfois même tragique, des circonstances difficiles et de l'ostracisme dont ils et elles sont souvent victimes, paraissent plus enclins que d'autres à vivre d'expédients, de trafics en tous genres, souvent illicites, afin de survivre dans un monde qui leur est la plupart du temps hostile. Les problèmes de petite délinquance, de chapardages de gosses et de mendicité sont ceux d'une population privée de ressources, victime d'exclusion, et trop souvent en butte à l'animosité des non-gitans, les *Gadgé*. C'est pour survivre à l'effroyable pauvreté et à l'impossibilité de trouver du travail dans leur pays que des Roms sédentarisés partis de Roumanie viennent mendier à Lausanne et à Genève.

Les Tsiganes possèdent de solides qualités. Tou·te·s sont solidaires les un·e·s des autres. Ils et elles sont chaleureux et conviviaux, comme ces Tsiganes polonais avec lesquels j'eus le privilège de partager le pain et la vodka de la fraternité, une nuit d'été autour d'un feu de camp sur les berges du Bug, à mi-chemin de Belzec et de Sobibor.

### PRÉJUGÉS TENACES

Que de préjugés n'avons-nous pas entendus qui dévalorisent et discréditent les Gitan·ne·s: autrefois voleuses-eurs de poules, de chevaux et même d'enfants; et aujourd'hui parasites, paresseuses-eux, passant leurs journées à ne rien foutre, à glandouiller, à chaparder et à mendier. Le vieux cliché selon lequel les Gitan·ne·s vivent de magouilles

et de larcins ressurgit sans cesse. Ils et elles ne sont jamais considérés comme un apport, mais toujours comme un problème. Ils et elles sont perçus comme des délinquant·e·s, des asociales-aux, des déséquilibré·e·s. Ils et elles suscitent des craintes infondées. Or qui prend la peine de réfléchir et de s'informer doit refuser de se réfugier dans des fantasmes insensés et malsains, se garder de toute généralisation abusive et de tout amalgame, et refuser d'attribuer à tout un groupe les magouilles de quelques-un·e·s. L'on sait très bien que les Gitan·ne·s travaillent, autrefois comme montreuses-eurs d'ours, musicien·ne·s ambulants-ers, diseuses-eurs de bonne aventure; et aujourd'hui comme recycleuses-eurs de métaux, brocanteuses-eurs, chiffonniers-ers, vendeuses-eurs de tapis, ouvrières-ers d'usine et de chantier, employé·e·s, enseignant·e·s, médecins, avocate·e·s, etc.

### «UN PAYS SANS TSI GANES N'EST PAS UN PAYS LIBRE.»

Même sédentarisés, les Roms continuent à faire peur. Si dans une HLM de banlieue ou un village un vol ou un crime est commis, le Tsigane est aussitôt soupçonné d'être coupable. N'est-il pas celui qui, forcément, vole, casse, cogne? N'est-il pas le hors-la-loi par excellence?

Évitons de faire porter le chapeau à celles et ceux venus d'ailleurs, que nous ne connaissons pas, qui sont différents. N'en faisons pas des boucs émissaires. C'est trop facile, c'est trop méprisable, et cela peut mener aux pires exactions et aux plus cruels sévices. Efforçons-nous de mieux connaître l'autre, de lui ouvrir plus largement notre porte, de mieux respecter et valoriser nos différences.

Et répétons, avec mon vieux pote le «Capitaine Gitan» (Arnold Moillen): «un pays sans Tsiganes n'est pas un pays libre»!

Raymond Durous

À lire : Raymond Durous, *Arnold Moillen, Capitaine Gitan, Vevey, L'Aire, 2007.*

LIVRES

## La condition ouvrière en trois livres

Alors que l'on répète depuis des décennies que la classe ouvrière a définitivement disparu de nos contrées, les travaux qui en parlent sont toujours riches d'enseignements. Voici donc trois ouvrages importants qui montrent quelles étaient les conditions de travail des ouvrières-ers de l'automobile entre la fin des années 1950 et aujourd'hui. Ces trois témoignages sont en même temps bien différents, le premier venant d'un ouvrier militant autogestionnaire (Mothé), le second d'un «établi» (Linhart), et le troisième d'un syndicaliste CGT atypique (Corouge).

Ces lectures racontent des combats difficiles, mais elles sont aussi pleines d'espoir!

### SOCHAUX EN 1983

Il y a des livres éblouissants de franchise et de richesse, de ceux qui épargnent la lecture de certaines d'autres. Celui que le sociologue Michel Pialoux a tiré de ses longues discussions avec Christian Corouge au début des années 1980, ouvrier à Peugeot-Sochaux, en fait partie. Si l'on ne sait pas ce que c'est que la condition

ouvrière, ses humiliations, ses brimades, mais aussi son combat permanent, ses stratégies pour, à chaque instant, assurer sa survie matérielle et intellectuelle, il faut absolument lire ce livre. Et il faut aussi le faire si on pense qu'on le sait, car Christian Corouge le dit avec une précision, une qualité et une rigueur uniques.

Par exemple, sur la «compétence» des militant·e·s qui est toujours contestée par les hiérarchies syndicales: «Le tract est fait comme ça, c'est un copain qui s'est fait chier, qui a mis une nuit pour l'écrire, on n'a pas à retoucher sa forme. Dire aux mecs: "Bon, ce que tu as écrit, c'est pas du bon français", mais qu'est-ce qu'on en a à foutre? Parce qu'il aura jamais de complexe à ce niveau-là si on arrive à le lire. Si on lui change tout son texte, il dira: "Ben, moi je suis un con. Donc à partir de ce moment-là, j'écris plus rien"».

### LE POUVOIR SYNDICAL

Sur les rapports de pouvoir au sein des syndicats, son constat est sans appel, et résonne toujours aujourd'hui: «le pouvoir au niveau syndical, il est sûrement aussi important que le pouvoir patronal. Je crois que c'est pareil au rapport patron/ouvrier, à un moment donné, sans comparer au niveau du profit ni rien de tout ça. Au niveau de la mentalité, je sais pertinemment qu'il y a beaucoup de permanents qui deviennent aussi cons que les patrons».

Ce qu'il dit avoir toujours cherché à être, c'est en fin de compte «un ouvrier qui essaie de vivre un état d'ouvrier en sachant très bien qu'une autre vie est possible».

### L'ÉMANCIPATION

Corouge montre par sa parole qu'il faut chercher à construire

un syndicalisme autogestionnaire qui laisse aux ouvrières-ers le soin de décider de leurs propres luttes, et qu'il faut en même temps une action politique qui n'oublie jamais d'imaginer un monde meilleur. Enfin, il rappelle que celles et ceux qui sont les plus exploité·e·s ne sont pas *seulement* exploités, mais qu'ils sont des êtres humains qui sentent, pensent, s'émeuvent et se révoltent comme tous les autres.

Antoine Chollet

### Renault en 1956-58

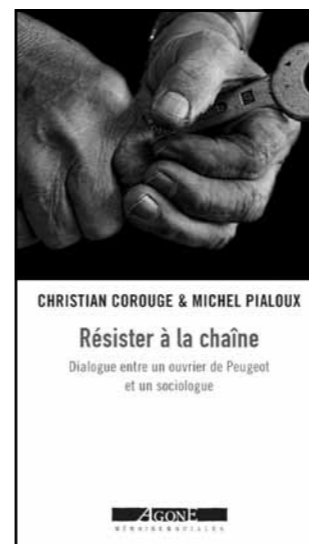
On a oublié aujourd'hui les beaux textes de Daniel Mothé, membre du groupe «Socialisme ou Barbarie», sur l'expérience ouvrière. Lui-même ouvrier chez Renault, il explique comment une usine ne peut fonctionner sans l'inventivité permanente et l'autonomie des travailleuses-eurs, autonomie qui rencontre toujours l'opposition de la hiérarchie, qui doit bien justifier son existence. Voilà donc le paradoxe de l'usine capitaliste: devoir nier l'autonomie des ouvrières-ers pour des raisons idéologiques tout en s'appuyant sur elle pour pouvoir fonctionner.

Monthé montre, preuves à l'appui, que les hiérarchies, les dirigeant·e·s ne servent qu'à entraver le travail, qui serait à la fois plus humain et mille fois plus efficace si les travailleuses-eurs l'organisaient eux-mêmes; c'est précisément ce que l'on appelle l'autogestion. AC

### Citroën en 1968-69

*L'établi*, le classique de Robert Linhart, narre l'expérience de l'un d'entre eux, intellectuel et militant maoïste qui va s'établir *incognito* dans une usine juste après mai 68 pour y fomenter la révolution. Par rapport à Corouge ou Mothé, le contraste le plus saisissant est cette sorte d'apitoiement sur le sort de ses collègues, auxquels est déniée toute autonomie, et surtout tout pouvoir. Mothé se moque dans son livre des commentaires qui s'apesantissent sur «les salaires de misère», «les cadences infernales», «les normes inhumaines»; Linhart montre que c'est en effet ce qui le frappe le plus.

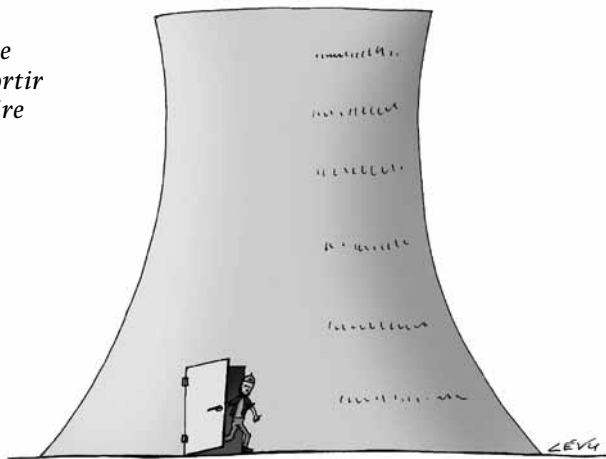
Restent de très beaux passages, comme lorsqu'il remarque que, dans l'usine, chacun·e «a une histoire individuelle complexe», et ajoute que «les bourgeois s'imaginent toujours avoir le monopole des itinéraires personnels»! Ou quand, désespéré par l'échec d'un mouvement de grève, un collègue le détrompe en lui disant que «nous sommes tous contents de l'avoir faite. Tous», et que c'est cela qui compte. *L'établi* est surtout l'histoire d'un autre échec: celui des intellectuel·le·s qui croyaient que les usines n'attendaient qu'eux pour se révolter. AC



### LECTURES

- Christian Corouge, Michel Pialoux, *Résister à la chaîne, dialogue entre un ouvrier de Peugeot et un sociologue*, Marseille, Agone, 2011.
- Robert Linhart, *L'établi*, Paris, Minuit, 1978-1981.
- Daniel Mothé, *Journal d'un ouvrier (1956-1958)*, Paris, Minuit, 1959 (épuisé, mais disponible sur Internet).

La Suisse se décide à sortir du nucléaire



#### SALLE DES PAS PERDUS

## Neuchâtel Wainach

Beaucoup se montrent surpris par l'arrivée «d'investisseurs tchéchènes» à Neuchâtel Xamax. On fait semblant de découvrir alors que le football professionnel n'est plus un sport populaire, que «nos jeunes» n'auront plus accès à l'élite, que la buvette ne vendra plus de schublig mais des khingalush (un petit chausson fourré au potiron). Les temps changent; avant, Vally Facchinetti cuisinait les dimanches pour les joueurs, alors que désormais ils sont menacés de mort à la mi-temps. Depuis l'arrivée des Tchéchènes, Neuchâtel est enfin connecté au monde, globalisé. Le Conseil d'État a repris la balle au bond avec sa baisse massive des impôts sur les entreprises et ainsi dribblé les Neuchâtelois-es. Le Conseil d'État espère ainsi attirer encore plus d'investisseurs tchéchènes à Neuchâtel Wainach! MG

**JAB**

CH-1450 Sainte-Croix

Adresse de renvoi: Pages de gauche  
Case postale 7126, 1002 Lausanne

#### À nos lectrices, à nos lecteurs:

Notre numéro 100 nous a valu de nombreuses félicitations, ainsi que quelques soutiens financiers bienvenus. Merci à tou-te-s!

#### EN BREF

### Torture

Yvan Perrin ira cet été défendre ses positions à Cuba... à Guantanamo.

### Dictons

On ne dit plus «aller se faire voir chez les Grecs», mais «rembourser sa dette souveraine».

### Tourisme

Le canton de Berne mettra à disposition des requérant-e-s des cantonnements militaires aux cols du Jaun et du Brünig. Les cols ne seront plus déneigés et les repas seront servis dans la vallée.

### Heures sup'

Alain Maillard remplace Étienne Fernagut à la ligne de cœur. On dit que Jean-Charles Simon aurait un temps été pressenti.

### Bureaucratie

Le PLR pense à s'auto-dissoudre.

### Subversif

Le génial Pierre Keller s'occupera de la promotion des vins vaudois. Les vignerons comptent sur lui pour élargir le cercle des acheteurs.

### Justice

En Libye, les rebelles ont promis à Sarkozy de rejuger les infirmières bulgares.

### Football

L'UDC veut retirer la nationalité aux joueurs de l'équipe suisse des moins de 21 ans à cause de leur défaite en finale.

### Torture bis

Le policier Perrin partira à la plage cet été: il pratiquera le *waterboarding*...

### OSS 117

Après une année d'enquête sur les islamistes suisses, nos services de renseignements ont conclu: «la barbe n'est pas obligatoire».

### Assassinats

Les services secrets annoncent désormais préférer les graines germées au polonium.